

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FORMINDEP le 26 JUIN 2011 – espace Saint-Martin, Paris 13°

◆ 10 H : Accueil :

Présents : Anne CHAILLEU (AC), Michel COLETTI (MC), Luc DUSSARD (LD), Philippe FOUCRAS (PF), Bernard JUNOD (BJ), Jean LALEUW (JL), Philippe MASQUELIER (PM), Philippe NICOT (PN).

Absents et excusés : Lionel DUISIT (pouvoir JL), Marie Laure DRETZOLIS (pouvoir AC), Robert MOLIMARD (pouvoir TG)

Dix membres du CA sont présents ou représentés (**quorum atteint**).

LD et TG sont désignés secrétaires de séance.

PF ouvre la séance.

En préliminaire, il soumet à l'ordre du jour deux propositions supplémentaires :

◆ **Réévaluation de l'indemnité pour perte de revenus** pour les professionnels libéraux du CA, obligés de fermer leurs cabinets.

L'article 3 du règlement intérieur prévoit dans l'alinéa 5 une indemnité de 300 € par journée, correspondant à 15 fois le prix de la consultation (C) d'un médecin généraliste du temps où le C valait 20 €. Il est proposé d'**actualiser cette indemnité sur le tarif du C en cours**, soit $15 \times 23 = 345$ € par journée (soit 172,5 € par demi-journée). La modification de l'alinéa 5 de l'article 3 du RI sera donc soumise à la prochaine assemblée générale.

Vote du CA : unanimité

◆ **Invitation du Collège des Hautes Etudes de Médecine générale (CHEM)** de Bretagne à un rapprochement : PF propose que les 3 Philippe (PM, PN et PF) rencontrent le CHEM le 15, 22 ou 29 septembre. (PN doit confirmer).

L'ordre du jour se déroule ensuite comme convenu :

- ◆ **Proposition de candidature de PN au CA** de l'association : PN se présente ([lien DPI du site](#)) : très impliqué dans la formation, à l'origine d'un DU d'évaluation clinique, ancien correspondant de la HAS, PN tente d'obtenir dans son parcours réflexifs de vrais réponses de compréhension, apprécie la facette politique de l'association qui, au delà des constats comme ceux que fait Prescrire par exemple, a choisi l'action à partir des faits. Nos statuts autorisant la **cooptation** quand un membre est démissionnaire, PN peut remplacer Alain WASNIEWSKI en attendant qu'il soit élu en assemblée générale.

Le CA vote à l'unanimité sa cooptation.

- ◆ **Le CA entérine la démission d' Alain WASNIEWSKI** à qui tout le CA rend hommage pour le travail énorme qu'il a réalisé dans la mise en place du nouveau site. PF informe le CA que le départ d'Alain s'est fait sur un « clash » qui n'a été que le révélateur d'un état de fatigue et d'un besoin de prendre du recul.
- ◆ PF annonce la publication prochaine d'un [article de Jeanne LENZER](#) dans les News du British Medical Journal qui rapporte notre action contre les recommandations de la HAS.

Une discussion s'en suit sur l'évolution de la vision internationale que donne le Formindep à travers ce journal. Souvent marginalisée et traitée d' « ayatollah », notre association, déjà citée en 2009 à travers l'[action](#) de l' UFC-QueChoisir, est bien connue du BMJ maintenant . C'est l'envoi du communiqué de l'annonce du retrait des recommandations à notre 50aine de correspondants étrangers qui a permis l'excellent article de Jeanne LENZER. A noter dans cet article l'absence de l'acronyme de la HAS, probablement à cause du parasitage anglophone du mot « has » dans les moteurs de recherche.

◆ **Le scandale du Mediator : bilan de l'action du Formindep et perspectives**

L'affaire du Mediator© aura permis de révéler la frilosité de beaucoup d'associations ou de personnes qui savaient mais qui n'ont rien fait, à cause de leurs propres petits conflits d'intérêts qui ne compensent pas les grands enjeux de santé publique.

Une discussion s'en suit sur les lanceurs d'alerte : à quel moment le devient-on ? Ou plutôt pourquoi ne le devient-on pas ?

C'est parce qu'on perd souvent de vue l'intérêt des patients, dit PF ; chaque fois qu'il y a un biais de publication, il y a une perte de chance en terme de santé publique et il s'agit d'une faute scientifique pour laquelle nos autorités de tutelle ne font pas leur travail.

PN parle d'un manque d'un courage politique.

TG parle de non-assistance à personne en danger dans la dilution rassurante des responsabilités.

LD pense qu'il faut avoir une vision politique de l'indépendance à travers un contre-pouvoir irréprochable.

Cela conduit à se poser la question des liens d'intérêts entre les membres du Formindep, en particulier ceux qui y ont une responsabilité (CA, Bureau, future école) et d'autres structures comme les administrations (HAS, AFSSAPS, ...).

La HAS and co ne sont pas des structures défendant l'intérêt du patient. Des propositions de représentativité comme celles de D. DUPAGNE (« commissaire » au titre du Formindep) sont difficiles à tenir.

Il faut donc être en pointe et le rester sur ces questions là : toute ambiguïté sera source de reproche et de manipulation.

Ainsi se discute la position de PN dans son travail à la HAS et l'intérêt de faire sa DPI dans laquelle il ne mentionne pas son appartenance au Formindep, et celle de MC en commission AFSSAPS sur les PMF.

« Dedans ou dehors », il y a un risque de se retrouver dans une situation à risque de conflits d'intérêts.

Pour limiter ce risque, il faut au moins que les contrats des administrateurs du Formindep soient connus et approuvés par le Bureau.

◆ Bilan du recours au Conseil d'Etat contre les recommandations de la HAS

PM dit que beaucoup de choses concrètes sont dorénavant attribuables à notre action :

- ◆ création d'un [groupe déontologie à la HAS](#) avec édition d'un nouveau guide
- ◆ annulation de la recommandation sur le Diabète
- ◆ Annonce du retrait de celle sur la maladie d'Alzheimer
- ◆ annonce de la réévaluation de celles des 5 dernières années
- ◆ 3 analyses de juristes :
 - ◆ Droit et Santé (<http://www.droitetsante.fr>)
 - ◆ F. SEVAL (DGS) : lire l'annexe 4 (p21) de son [rapport](#) lors de la réunion du 4 mai du groupe 5 des Assises du médicament où il analyse la [jurisprudence](#) de notre recours et ses implications. On y mesure ainsi pleinement l'importance de notre travail
 - ◆ Claire LANDAIS et son commentaire de l'arrêt du 16 mars 2011 dans l'AJDA du 4 juillet 2011 .

Que faire de plus ?

Quand on voit les doubles casquettes que portent des personnages comme VIGOUROUX, à la fois conseiller d'état et président du groupe Déontologie et dépendance à la HAS, on peut supposer que le CE s'est arrangé pour ne pas aller jusqu'au bout de l'action contre la recommandation Alzheimer particulièrement plombée. Y-a-t-il eu une intervention ministérielle pour que le HAS retire sa recommandation ? Toujours est-il qu'elle se sait maintenant observée, ce qui est en soi un bon objectif de dissuasion pour toutes les recommandations à venir.

C'est d'ailleurs pour cette raison que PM pense qu'il ne sert à rien maintenant de poursuivre d'autres actions de même type.

◆ L'École du Formindep

Parce qu'il n'y a de la part de nos administrations aucune volonté claire de faire une expertise « indépendante », au mieux une expertise « transparente », nous ne pouvons que constater que le terrain est bien préparé pour lancer avec une certaine crédibilité ce projet d'école de la formation indépendante.

PF rappelle, à partir de ce qui avait été défini au CA de janvier dernier, que le Formindep doit proposer à la société :

- ◆ une école de la formation ou de l'expertise indépendante, pour et avec des experts de l'intérêt collectif et public, et pas experts d'intérêts personnels ou privés
- ◆ une école pour acquérir les outils de maîtrise des savoirs indépendants
- ◆ une école européenne pour fournir aux structures de santé publique les moyens de faire une expertises indépendantes

PF, qui compte se retirer de la direction de l'association à l'échéance d'1 à 2 ans, voit sur la base de cette échelle la mise en place de cette école, avec, comme cela était suggéré lors du dernier CA, la réalisation d'objectifs modestes au début, comme la réalisation d'un module d'ici 1 an.

Le bureau, chargé de la réalisation des objectifs définis par le CA, **propose donc officiellement que PN**, de part ses compétences et ses motivations, **anime et mène une équipe jusqu'à l'aboutissement ce projet**, avec son aide logistique si besoin.

Le groupe des volontaires qui s'étaient proposés lors de la dernière AG (Mireille BECCHIO, Michel COLETTI, Chantal CUISINET, Marie Laure DRETZOLIS, Bernard JUNOD, Marie Claude MARCHAND, Philippe MASQUELIER, Philippe NICOT, Florence VANDEVELDE) ne s'est jamais manifesté et n'a jamais été sollicité : il est temps de l'activer.

PM se charge de recontacter tout le monde, TG de créer la liste et PF propose de demander à Mohamed EL KHEBIR de rejoindre ce groupe : il s'agit d'un nouvel adhérent, médecin urgentiste et animateur à Radio Libertaire où PF a déjà donné des interviews et qui paraissait intéressé par cette idée d'école.

PF propose de faire un tour de table pour savoir ce que chacun d'entre nous voudrions pour cette future école : être animateur ? simple élève ? vouloir transmettre ou recevoir ? quels thèmes aurions-nous envie de transmettre et à qui ? qu'aimerions-nous apprendre pour notre indépendance citoyenne ?

PM propose 10 minutes de réflexions personnelles avant de répondre.

Les propositions :

- ◆ **LD** : avoir des **référentiels d'évaluation de l'indépendance** d'une publication (connaître les sites utiles aux recherches des CI, savoir qui « travaille » derrière l'auteur d'un article, inculquer des réflexes d'esprit critique, être capable de repérer les sources de biais des études sans avoir forcément des connaissances techniques,...), proposer une **notation de lecture critique** des articles et des études de cas, tenir à jour un **site internet dédié**.
- ◆ **MC** : école du développement de la **pensée critique**, étude des **facteurs psychologiques** de la soumission ([Joulé](#)) et de l'insoumission ([Sakarhov](#)), étude des **facteurs sociodynamiques** (mécanismes décisionnels -cf. [expérience de Milgram](#), syndrome de Stockholm-, attitude grégaire de l'homo sapiens), développement du **plaisir** et du **confort** dans la recherche de cette pensée critique plutôt que de l'aigreur.
- ◆ **JL** : école de la **théorie** dans l'étude des **mécanismes**, des **enjeux** et de l'**identification** des influences dans le secteur médical (illustration des scandales, surdiagnostic, totalitarisme) et école de la **pratique** dans l'acquisition des outils de l'indépendance (EBM, transparence) et dans l'apprentissage d'un **savoir-être** et d'un **savoir-résister**.
- ◆ **PM** : école d'**éducation** et d'information d'abord **des patients**, pour qu'un temps de leur consultation médicale soit consacré efficacement avec leur médecin au

décryptage des informations, des publicités ou des idées toutes faites qu'ils reçoivent en permanence sur leur état de santé, une école aussi pour des **étudiants** dans un partage avec leurs **pairs** pour les convaincre et susciter leur intérêt sur ces problèmes d'influence.

- ◆ **BJ** : avoir un intérêt, c'est d'abord **être curieux**, et sortir d'un conflit (d'intérêt), c'est utiliser cette curiosité dans le seul intérêt des patients, c'est **être empathique** ; cette école doit donner les outils psychosociologiques pour **apprendre à ne pas obéir** (« l'obéissance ouvre la voie aux pires atrocités » - R.Kaplan) ; elle doit cibler certains publics (KOL, associations de patients) et profiter de la pluralité de sa composition ; elle doit avoir aussi, à travers l'étude de cas, une dimension de recherche et d'évaluation ; elle ne doit être par contre **ni confortable ni convaincante** parce que cela va à l'encontre de la pensée critique.
- ◆ **TG** : une école pour **transmettre ce que je sais déjà faire** dans mon travail (décoder, déconstruire, reconstruire dans une communication simple et compréhensible toutes les informations que reçoivent les patients ou les internes qui viennent au cabinet), une école pour **recevoir ce que je ne sais pas faire** (maîtriser tous les outils de l'esprit critique et de la résistance, apprendre à animer un groupe, accepter la pluridisciplinarité), une école dans le **plaisir de l'apprentissage**.
- ◆ **PN** : **repérer** l'intérêt des auteurs d'un article ou d'une étude, repérer **les stratégies d'influence** ou de dissimulation, connaître toutes **les techniques de lobbying** des firmes (exemple du livre décrit par AC au sénat sur la théorie du complot développée par les lobbyistes pour décrédibiliser ceux qui les dénoncent), développer les **moyens d'opposition** (expérience personnelle sur les dérives sectaires), savoir en sortir et se rassurer sur sa paranoïa.

- ◆ **PF** : apprendre les techniques de manipulation et les stratégies et pratiques **marketing**, recherches sur les conflits d'intérêts en tant que facteur de **risque sanitaire**, comprendre tous les rouages de **l'administration des médicaments** et les mécanismes socioéconomiques qui s'exercent autour d'eux, apprendre à être un **lanceur d'alerte** (motivation, méthode), apprendre **l'anglais médical**, développer la pensée critique (repérer les sophismes et les manipulations des sociétés savantes, détecter les « disease mongering »), comprendre les notions de bénéfice/risque et de **pharmacovigilance**.
- ◆ **AC** : apprendre et comprendre le caractère « magique » et transitionnel du médicament dont la représentation et l'attente est différente pour le médecin et pour le patient, développer la notion de culpabilisation et perte de chances face aux influence et aux risques juridiques.

De ce tour de table, PF retient la nécessité de créer pour cette école un cadre environnemental et 3 axes de réflexions :

- ◆ **Environnement global** : malgré un concept qui peut choquer ou intimider parce que ce type d'école n'existe encore nulle part, il faut retenir la nécessité d'une facilitation, d'une **accessibilité** et la nécessité de **produire comme un laboratoire de recherche** et d'évaluation.
- ◆ **Les 3 axes de réflexions, de recherches** de cette production pourraient être :
 - ◆ **axe individuel : appropriation technocratique** des connaissances et des données (corpus du Formindep)
 - ◆ **axe sociopsychologique : étude des « socio-influences »** (manipulations, soumissions, influences sectaires)
 - ◆ **axe sociétal** : réflexion **éthique**, sociétale, humaine sur les influences, leurs risques, leurs conséquences.

PF souhaite que des **ateliers de réflexion** se créent autour de ses trois axes.

LD intervient alors pour exprimer son désarroi devant l'**absence** toujours bien réelle, dit-il, de cadre et **de feuille de route** pour la construction de cette future école et constate avec amertume que depuis 2 ans, il ne se passe toujours rien. Son expérience lui fait dire qu'*on* fait les choses à l'envers, c'est-à-dire qu'on veut mettre du contenu avant d'avoir créé le contenant, ce qui est à son sens voué à l'échec dans ce projet de formation. Il faudrait d'après lui rester classique et définir d'abord une cible, c'est-à-dire le public à qui on va s'adresser à partir d'une étude de marché ou d'une enquête, bâtir ensuite un cahier des charges, sans se soucier du contenu qu'on mettra dans cette école, et seulement enfin écrire le programme des enseignements.

A priori, LD sous-entend que l'écriture de ce cahier des charge ou en tout cas sa maquette est le préalable à tout et n'est pas dépendante de son contenu.

Cette idée rejoint en fait celle qu'avait émise d'abord PN lors de son entretien téléphonique avec le bureau : « savoir d'abord à qui on doit s'adresser et construire ensuite des murs avant de choisir la tapisserie », voilà ce qui devrait être *normalement* la base de réflexion des fondations de cette école, disait-il.

En ce sens, AC, rejoint aussi ces arguments dans une métaphore d'ingénieur : « on ne peut pas construire une fusée sans avoir d'abord écrit un cahier de charge et validé la rentabilité du projet. » ; c'est peut-être la formation intrinsèque des médecins qui empêche la compréhension de ce concept pourtant évident à ces yeux, dit-elle.

A ces arguments de logique où maquette et cahier de charge ne sont qu'un exercice indépendant des objectifs et du contenu du projet et où la notion de coûts et de rentabilité financière doivent être garant d'une efficacité plus économique qu'intellectuelle, PF oppose avec force son rejet de toute recherche de rentabilité économique (**pression économique**) (« nous n'avons pas à chercher à gagner de l'argent avec nos idées »), son refus de tout nouveau sondage ou enquête pour savoir ce que les gens veulent de nous (« nous savons déjà ce que nous voulons transmettre, nous n'avons pas à redemander ce que les autres veulent qu'on leur donne ») (**pression démagogique**) et son refus de gain ou

de perte de temps (« nous ne sommes pas pressés, nos actions se sont toujours faites dans le temps et la réflexion ») (**pression médiatique**).

Cette discussion est finalement révélatrice de la difficulté de définir cette école où chacun dit et veut la même chose mais avec une approche très différente, souligne TG qui croit comprendre qu'il faut penser cette école à la manière « antique », comme un jardin philosophique (Epicure) où tout le monde est libre de venir écouter et apprendre, où l'enseignement n'est pas dicté par le désir des élèves mais par une autorité, une référence volontairement admise, celle de quelques uns prêts à transmettre et recevoir.

L'important n'est donc pas le cadre physique, structurel, mais le cadre intellectuel commun de l'équipe qui formera cette école, grâce à un corpus minimal commun, que chaque volontaire doit s'approprier pour créer cette école, dit PM.

De cette réflexion, pour compléter celle des 3 axes définis par PF, PN entrevoit 2 thèmes d'enseignement :

- ◆ formation à l'information
- ◆ formation à l'action

Il faudrait donc dès à présent relancer les volontaires et créer la liste de discussion de la future école

(m.becchio@free.fr, dretzolis@gmail.com, coletti-m@orange.fr, jean-francois.robic@wanadoo.fr(mail de Chantal CUISINET), mclmarchand@aol.com, fvandavelde@prescrire.org, nicotphi@club-internet.fr, junod.bernard@wanadoo.fr, masquelier.p@wanadoo.fr, melkh@wanadoo.fr).

La **journée du 19 novembre** (6° Rencontres du Formindep) devra donc être consacrée à la **fondation de l'école** avec création de son équipe, organisation de plénières et ateliers pour qu'en fin de journée émergent 3 groupes capables de présenter chacun un projet de module d'enseignement assorti d'un calendrier.

La journée pourra s'organiser comme l'an passé à **VILLEJUIF (Hopital Paul Brousse)** avec AG le matin et Rencontre l'AM.

◆ Actions européennes

AC nous rappelle d'abord que **le Formindep a adhéré au Collectif Europe et Médicament** dont l'objet est d'être un contre-lobbying à celui de l'industrie pharmaceutique. Ce collectif est formé de nombreuses associations (voir sur le site de Prescrire sa [composition](#)) comme Prescrire, Amaliste, ISDP, Mutualité Française, UFC-Que Choisir mais n'a pas de vitrine ou de site. Il suit l'évolution législative de l'[EMA](#) (Agence Européenne du Médicament) à qui il fournit même des données.

Ce collectif fait en général une réunion téléphonique tous les mois pour aborder un thème de réflexion ou des appels à projet ou commentaires. Le thème actuel est celui des médicaments gériatriques par exemple.

AC nous parle ensuite de l'**adhésion du Formindep à [AlterEU](#)** : Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation, composée de 150 membres environ et dont l'objet est de limiter le lobbying en l'encadrant par l'élaboration d'un registre obligatoire pour tout lobbyiste (<http://www.alter-eu.org/fr/about-lobbying-transparency>).

L'[ISDB](#) (International Society of Drug Bulletin) serait intéressé par la production en anglais d'un article du Formindep sur l'action menée contre l'EMA mais AC ne se sent pas assez compétente pour une bonne traduction. Peut-être que Florence VANDEVELDE, membre du Formindep, va avoir cette disponibilité parce qu'elle serait démissionnaire de Prescrire et de son poste de secrétaire à l'ISDB.

AC rappelle les grandes lignes de l'affaire Thomas LÖNNGREN : la dénonciation de son pantoufage à la [NDA](#), le contact avec Corine LEPAGE, député européen, qui a rédigé une question écrite au parlement européen, la demande de documents à son sujet à l'EMA, la découverte de contrats avec des laboratoires et de participation à des « think thank » (Lönngren serait membre d'un lobby qui développe des biomarqueurs), et la découverte de la remise de 2 prix exceptionnels par la DIA ([Drug Information Association](#)) pendant ses fonctions à l'EMA, ce qui est contraire au règlement de cette administration.

En publiant les DPI et les échanges de courrier, l'EMA choisit maintenant la transparence dans cette affaire. Le parlement

européen a donné son quitus à l'EMA pour les budgets proposés par des audits internes sur les nominations d'experts ou sur les préconisations à mettre en œuvre pour se protéger des conflits d'intérêts.

PN demande s'il est possible de mener la même action contre l'EMA que celle contre la HAS pour non respect de ses propres règles. Si le Collectif Europe et Médicament n'a pas la culture des procédures juridiques, AlterEU a par contre déjà porté plainte une fois.

PM dit qu'on pourrait utiliser un recours auprès de la cour européenne de justice avec les mêmes arguments que ceux que nous avons utilisé contre la HAS auprès du CE français. On pourrait par exemple citer le cas d' Eric ABADIE, conseiller scientifique AFSSAPS et président de la CHMP (Comité d'évaluation des médicaments à usage humain) et celui de Philippe LECHAT (directeur de l'évaluation des produit AFSSAPS et membre de l'EMA).

AC a elle aussi repéré des tas de liens d'intérêts d'Eric ABADIE dont ceux avec une agence qui alimente en article scientifique de nombreuses revues.

Avec tous ces éléments, il est possible d'interpeller publiquement l'EMA ou bien d'attaquer le directeur général de l' AFSSAPS en la personne de Dominique MARANINCHI, ou simplement d'en faire un article à proposer à un journal comme le Canard Enchaîné.

Il est convenu que PF et AC prennent **RV en septembre avec Brigitte ROSSIGNEUX du Canard Enchaîné** pour voir comment faire éclater cette histoire de conflit d'intérêts d' Eric ABADIE au sein de L'EMA et de l'AFSSAPS.

AC propose même de donner ensuite ces informations au réseau IREN ([independent research news](#)) (pas certain du lien) pour une diffusion internationale.

BJ profite de cette discussion pour proposer d'écouter ou réécouter l'excellente émission Terre-à-Terre sur France Culture du [4 juin](#)

[dernier](#) sur « **Le lobbying en question** » où l'on comprend comment et pourquoi les élites sont contraintes de travailler pour

les lobbys de la Commission Européenne.

◆ Questions diverses

Tweeter :

TG signale que la création récente d'un compte tweeter apporte de nouvelles connections, plus rapidement que sur Facebook, comme celle d'une journaliste de La Recherche par exemple ou d'associations étrangères.

LD demande s'il est possible d'avoir accès au compte Twitter du Formindep pour développer la promotion des informations qui arrivent régulièrement sur le site ou la liste de discussion.

TG est en rapport avec Nicolas HENNEBO, un de nos membres qui s'occupe déjà du compte Facebook et à qui il a proposé d'assurer ce travail. Il n'a pas de réponse à ce jour mais LD pourrait partager cette responsabilité avec lui. Il faudra par contre définir et reconnaître quelles informations seront tweetables au fur et à mesure de leurs parutions sur la liste de discussion par exemple.

Propositions d'AC :

AC aimerait que les adhérents soient davantage sollicités pour participer à quelques idées d'actions comme :

- ◆ création d'un **observatoire de la transparence et de l'indépendance**, en définissant une grille de critères pour des organismes clés (AFSSAPS, HAS, EMA) et en les comparant à d'autres pays (FDA par exemple)
- ◆ création d'un **site** qui présenterait les résultats de cette évaluation avec une publication annuelle qui distribuerait les bons et mauvais points, l'objectif étant de maintenir la pression en rendant publics les défauts des agences et en mettant en valeur les bonnes pratiques.

Pas de décisions. En discuter sur la liste.

- ◆ Faire une transcription française du **comparateur** américain **des [gestions des conflits d'intérêts](#) des facts** de médecines américaines : l'application et la méthode utilisée est accessible librement mais est-ce vraiment reproductible en France ? Nous pourrions proposer à des associations d'étudiants comme [Massilia Santé System](#) de se l'approprier ?
- ◆ Reproduire de même un « **Dollars for Doc** » à la française à partir des sources publiques en centralisant tous les DPI connues des AFSSAPS et HAS pour une recherche simplifiée et visuelle, sous forme de réseaux de liens par exemple. On pourrait demander l'aide technique des militants de l'« **Open Data** », comme ceux de [Regards Citoyens](#). On pourrait là aussi lancer un appel sur la liste pour obtenir des adhérents de saisir localement les ARS pour obtenir des DPI des sociétés savantes locales.

Attention à ne pas nous écarter de notre objet social, rappelle PF, pas de chasse aux ripoux.

◆ Prochain RV

Le 19 novembre 2011 :

Assemblée Générale le matin et Rencontres du Formindep, consacrées à la création de l'école, l'après-midi

A l'Hôpital Paul Brousse (VILLEJUIF)

◆ 17 h 30 : Fin de la réunion

*synthèse réalisée le 25/07/2011 par T. Gourgues
à partir des notes de LD et TG*